

## *Jusqu'au-boutisme de La Poste dans le conflit des Hauts-de-Seine*

# Jusqu'à la mort ?

Alors que, sur le fond, les désaccords à lever pour aboutir à la signature d'un protocole de fin de conflit n'ont jamais été aussi minces, la direction nationale de La Poste et la direction du 92 s'obstinent dans leur attitude de blocage total. Ils refusent de s'engager par écrit à ne pas entamer de poursuites disciplinaires contre les grévistes.

La raison de cette radicalisation patronale n'est donc pas économique mais totalement politique. La fédération Sud PTT a, à plusieurs reprises, alerté la direction nationale du Courrier sur le fait que cette attitude jusqu'au-boutiste pouvait aboutir à des drames. Malheureusement, les faits ont failli nous donner raison ce matin. Un rassemblement appelé par Sud Poste 92, dans le cadre d'un appel à la grève départementale, était organisé devant le bureau de Levallois. Un gréviste a failli commettre l'irréparable en tentant de s'immoler par le feu, après s'être enfermé dans une des pièces de l'établissement. L'intervention des pompiers a heureusement permis d'éviter le pire. Les jours de notre collègue ne sont pas en danger. Il avait auparavant déclaré à un militant de notre syndicat du 92 "le torchon brûle entre le direction de La Poste et Sud 92, mais il n'y a pas que ça qui va brûler". Le lien entre son acte et la position de La Poste dans ce conflit est donc évident.

Ce n'est, à notre sens, pas une coïncidence que ce grave évènement se soit déroulé au moment où Gaël Quirante, responsable de Sud Poste 92, était en garde à vue, pour de soit-disant dégradations lors de l'occupation du siège de La Poste vendredi dernier. Une accusation qui s'est dégonflée comme une baudruche au vu de l'absence d'éléments venant appuyer cette thèse. Les griefs ont d'ailleurs été transformés en "violation de domicile". Gaël a été libéré en début d'après-midi, sous les applaudissements des nombreux soutiens réunis devant le commissariat du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Cette opération, où la police a joué le rôle de bras armé de la direction de La Poste, n'entame bien évidemment pas la combativité des grévistes, bien au contraire.

Dès lors, la seule option est que les dirigeants de La Poste rompent avec leur politique d'escalade, qu'ils s'assoient de nouveau à la table des négociations pour une sortie rapide du conflit. Alors que le procès de France Télécom devrait faire bouger les consciences, nous affirmons que, s'il advenait que l'attitude de blocage de La Poste conduisait à de nouveaux événements graves, celle-ci en porterait l'entière responsabilité.

Paris le 17 juin 2019